



# ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

## Aviation civile : montant des pensions

Question écrite n° 16840

### Texte de la question

M Claude Gaits appelle l'attention de M le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer sur la diminution des pensions des retraites et pensionnes du personnel navigant de l'aéronautique civile du fait de l'annulation de la décision du conseil d'administration de la Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (CRPNPAC) qui visait à maintenir pour le deuxième semestre 1989 la valeur de l'indice de revalorisation des pensions et tranches de salaires adopte le 1er janvier 1989. L'émotion et le sentiment d'injustice suscités par cette mesure sont d'autant plus vifs que les mandants ont, pour bon nombre d'entre eux, des revenus modestes et que dans le même temps, ils observent le développement important du trafic aérien et la bonne santé financière de leur caisse de retraite. En conséquence, et dans l'attente de la mise en place d'un système de revalorisation des pensions acceptable par tous, il lui demande d'envisager la possibilité d'appliquer des dispositions temporaires qui permettraient d'éviter la diminution des pensions plutôt que de s'en tenir à la stricte réglementation.

### Texte de la réponse

Reponse. - L'article R 426-16-2 du code de l'aviation civile prévoit qu'il est procédé au 1er juillet de chaque année à une fixation du taux des pensions servies par la caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (CRPNAC) par un ajustement du taux provisionnel. Ce taux est fixé au 1er janvier précédent, par référence au taux d'évolution du salaire brut annuel moyen prévu par la loi de finances. L'ajustement prend en compte l'évolution de l'indice de variation des salaires (IVS) de la profession constatée à la fin de l'année précédente. L'application de la loi de finances 1989 a engendré au 1er janvier 1989 une augmentation provisionnelle excessive des pensions de 1,85 p 100. L'évolution de l'IVS 1987-1988 a été pratiquement nulle en raison notamment de l'incidence sur le niveau du salaire moyen de la profession des nombreux embauchages intervenus en 1988 dans le transport aérien. La correction apportée au 1er juillet 1989 a conduit malheureusement à ramener à compter de cette date le niveau des pensions à celui fixé au 1er juillet 1988. Il convient toutefois de souligner que l'augmentation de 1,85 p 100 sur les six premiers mois de l'année reste acquise et de ce fait la pension totale perçue en 1989 sera supérieure d'environ 1 p 100 en masse à celle perçue en 1988. Il faut également rappeler que depuis la mise en place de ce système de revalorisation par le décret du 18 juin 1984, le pouvoir d'achat des pensions a augmenté d'environ 4 p 100. Il est à craindre toutefois que la permanence du système actuel dans la période de forte embauche que connaît le transport aérien reconduise dans les prochaines années la situation constatée au 1er juillet 1989. En outre, aucune possibilité de déroger à l'application de la réglementation n'est prévue par les textes, et il ne peut être envisagé de prendre des mesures temporaires pour reajuster le montant des retraites. C'est pourquoi le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a demandé au président de la CRPNAC d'attirer l'attention du conseil d'administration de la caisse sur la nécessité d'une révision du système de revalorisation des pensions. Dans le cadre d'une refonte de ce dispositif, le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale et le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ne seraient pas hostiles à l'institution d'un nouveau mécanisme d'ajustement.

## Données clés

**Auteur** : [M. Gaits Claude](#)

**Circonscription** : - Socialiste

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 16840

**Rubrique** : Retraites : regimes autonomes et speciaux

**Ministère interrogé** : équipement, logement, transports et de la mer

**Ministère attributaire** : équipement, logement, transports et de la mer

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 21 août 1989, page 3609